

Le Nouveau-Brunswick parle affaires !

Marc Poirier

Le bilinguisme commence à acquérir ses lettres de noblesse : par le signe du dollar.

Depuis deux ans, plusieurs entreprises d'envergure ont installé des bureaux au Nouveau-Brunswick, ou ont annoncé leur intention de le faire. L'une des raisons évoquées est la présence d'une main-d'œuvre bilingue. Et la plupart de ces personnes bilingues sont des Acadiens.

C'est la région de Moncton qui profite le plus de cette nouvelle manne, puisque c'est la seconde ville en importance dans la province et qu'elle est située dans une région fortement bilingue.

L'une des entreprises qui ont ouvert le bal fut CP Express et Transport, une compagnie de camionnage, qui a ouvert en janvier 1991 un centre de facturation et de services pour la région atlantique

et qui emploie 55 personnes.

L'expérience fut si profitable que la compagnie a décidé peu après de desservir tout le pays à partir de son bureau de Moncton, qui compte maintenant 125 employés. La possibilité d'embaucher des gens bilingues a été cruciale dans cette décision. « Puisque notre présence sur le marché québécois est importante, nous avons besoin de communiquer avec nos clients québécois en français », explique l'un des vice-présidents de CP Express et Transport, Brent Neil.

Le même scénario s'est répété à l'été 1991 lorsque Camco, une division de Générale Électrique, a décidé de centraliser à Moncton quatre bureaux de services à la clientèle de détaillants d'appareils ménagers. Cela a demandé un investissement initial de trois millions de dollars et a amené la création d'une trentaine d'emplois.

L'idée première de Camco était d'installer ce bureau en Ontario, parce que c'est là que se trouve le siège social. Toutefois, après avoir reçu une visite du premier ministre du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna, Camco a étudié la possibilité d'opter plutôt pour le Nouveau-Brunswick. Là encore, Moncton et sa population à forte proportion bilingue a été gagnante.

L'entreprise n'aurait-elle pas pu trouver également des employés bilingues en Ontario, où il y a quand même 500 000 francophones ? « Oui, mais je pense que nous aurions eu plus de difficultés. Nous n'aurions peut-être pas eu une aussi grande proportion de gens bilingues qu'à Moncton. Nous avons donc pu n'embaucher que du personnel bilingue et ainsi avoir la souplesse, au sein du centre, de les transférer d'un emploi à l'autre », souligne Ellen Christensen, directrice du service à la clientèle chez Camco.

Une autre compagnie de transport, la Federal Express, s'est également installée à Moncton l'an dernier en raison du caractère bilingue de la région. Près d'une centaine d'emplois sont venus enrichir l'économie locale.

Le bilinguisme est devenu un élément tellement significatif dans plusieurs décisions d'affaires que la

L'ÉDITORIAL DU COMMISSAIRE



QUESTION DE COURTOISIE

L'été 1992 a été marqué par l'Exposition universelle de Séville et les Jeux olympiques de Barcelone. Ces manifestations d'envergure internationale font l'objet de préparatifs extraordinaires et ce, des années à l'avance. L'aménagement linguistique y joue un rôle important.

voir page 2 : ÉDITORIAL

LE BULLETIN

Publié par le Commissaire aux langues officielles, M. Victor C. Goldbloom, le bulletin met l'accent sur les avantages à la fois personnels, nationaux et internationaux d'un Canada fonctionnant dans les deux langues officielles.

COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES
CANADA
COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES

Ottawa - Canada
K1A 0T8

ÉDITORIAL (suite de la p. 1)

Un dénominateur commun à ces deux manifestations est l'attention accordée aux visiteurs pour rendre leur séjour agréable. En vue d'assurer le succès de leurs entreprises, les organisateurs ont établi comme priorité le respect du client. Naturellement, des mécanismes d'accueil ont été conçus et mis en place pour faciliter aux visiteurs la compréhension des messages et des activités sur les sites.

Les services étaient ainsi offerts dans un grand nombre de langues : une question de courtoisie et un principe sacré en affaires.

Le rôle du Commissaire est celui d'assurer que les institutions fédérales du Canada offrent leurs services dans les langues officielles des citoyens et citoyennes de ce pays. Une personne unilingue, francophone ou anglophone, doit pouvoir obtenir des institutions fédérales des services dans sa langue, là où il y a des concentrations suffisantes de population.

Nous avons, si nous voulons garder le pays uni, un devoir à l'endroit des personnes qui vivent en majorité — ou, encore davantage, qui vivent en minorité — de leur fournir la courtoisie de services dans leur langue, parce que leur pays, c'est le Canada.

Je suis profondément convaincu que le Canada ne restera uni que si nous maintenons nos services aux Canadiens et Canadiennes dans les deux langues.

Pour s'accueillir l'un l'autre, il faut des motifs : la volonté de demeurer canadiens, le désir de réussir économiquement et culturellement, le goût de maintenir notre grande qualité de vie. L'ère des communications que nous connaissons fera en sorte que la richesse ira à ceux et à celles qui créeront des liens partout sur la planète. Le succès passera par l'association des individus et des peuples. Nos deux langues, jumelées à nos compétences multilingues, devraient permettre à la prochaine génération d'entrer de plain-pied dans le XXI^e siècle.

Victor C. Golbloom

LE NOUVEAU-BRUNSWICK (suite de la p. 1)

ville de Moncton et la province du Nouveau-Brunswick en font une partie fondamentale de leurs promotions pour attirer de nouvelles entreprises.

« Le bilinguisme est un élément très important pour ces compagnies qui doivent desservir le marché canadien, donc toutes les autres provinces. Elles doivent ainsi offrir

leurs services dans les deux langues officielles. Le Nouveau-Brunswick constitue, dans plusieurs agglomérations, le meilleur endroit à même lequel on peut desservir le reste du Canada », affirme fièrement le premier ministre, Frank McKenna.

Dans plusieurs des cas, c'est l'intervention personnelle de M. McKenna auprès des entreprises

**« NOUVEAU-BRUNSWICK :
LÀ, TU PARLES ! »**

Dialogue Nouveau-Brunswick est le nom d'un regroupement de Néo-Brunswickois qui a pour but de stimuler la compréhension entre la population francophone et anglophone de la province. Il a été mis sur pied pour inciter la majorité silencieuse qui appuie le bilinguisme à manifester clairement son soutien.

En association avec l'entreprise privée et les gouvernements fédéral et provincial, Dialogue Nouveau-Brunswick lançait en juin une campagne radiophonique, de presse et d'affichage pour mettre en lumière les progrès du mouvement en faveur du bilinguisme et faire connaître les bénéfices que retire le Nouveau-Brunswick de son statut de seule province officiellement bilingue du pays.



qui a fait en sorte qu'elles ont considéré de plus près le Nouveau-Brunswick. Un petit coup de pouce a parfois été nécessaire. Ainsi, pour CP Express et Transport, la province a accordé 440 000 \$ à la compagnie pour la centralisation de leur service à la clientèle.

De telles initiatives semblent porter fruits car la tendance se poursuit toujours. Au début de juin, la compagnie Courrier Purolator a annoncé que Moncton accueillera dès octobre l'un des quatre « supercentres » téléphoniques nationaux qu'elle ouvrira au pays. D'ici trois ans, on prévoit y embaucher 400 employés, la majorité des postes étant bilingues.

De plus, la compagnie Unitel,

qui vient de recevoir la permission d'entrer dans le marché des appels téléphoniques interurbains, se cherche présentement une niche au Nouveau-Brunswick pour ses 400 employés, dont plusieurs devront être bilingues.

Bien que des raisons autres que le bilinguisme aient joué dans les décisions de ces entreprises, il n'en reste pas moins que celles-ci ne seraient pas venues s'établir dans cette province s'il n'y avait pas eu au départ de main-d'oeuvre bilingue. Elles ont choisi le meilleur emplacement pour offrir leurs services à une clientèle parfois francophone, parfois anglophone. Avis aux intéressés : le bilinguisme, ça rapporte...! ■

LANGUE ET SOCIÉTÉ*Rédaction*

Rédacteur en chef
Pierre Simard

Rédacteur adjoint
John Newlove

Rédactrice principale
Lyne Ducharme

Promotion et marketing
Jan Carbon

Adjointe à la rédaction
Pauline Bérubé

Traduction
Les Productions Brabant enr.

Production

Directrice artistique
Rachel Dennis

Montage
Thérèse Boyer, Danielle Claude

Directrice des communications
Nicole Henderson

La reproduction totale ou partielle des textes peut être autorisée sur demande. Prière de s'adresser à *Langue et Société*, Commissariat aux langues officielles, Ottawa, Canada K1A 0T8.

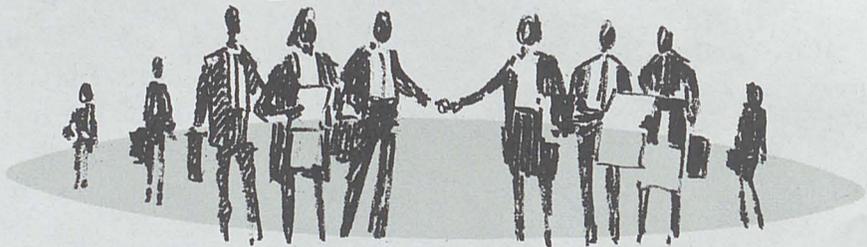
Tél. : 995-7717. Télécopieur : (613) 995-0729.
Abonnements : (613) 995-0730

Remarque : Dans le présent bulletin, les termes de genre masculin utilisés pour désigner des personnes englobent à la fois les femmes et les hommes.

© Ministère des Approvisionnements et Services Canada 1991. Imprimé au Canada sur du papier recyclé. ISSN 1188-5491.

**À MONTRÉAL :
un mariage d'affaires**

Tom Sloan



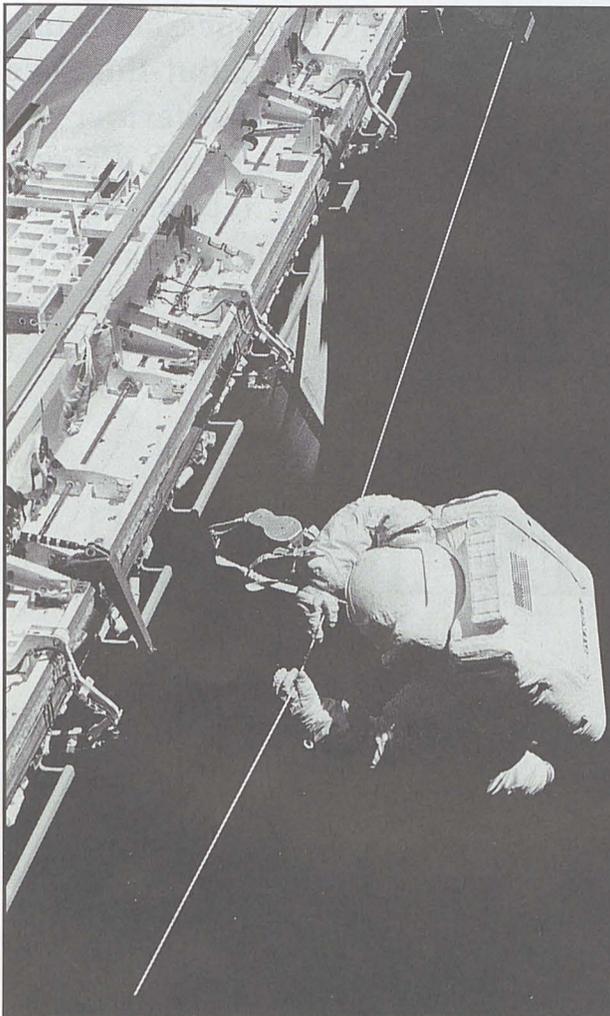
Après avoir poursuivi leurs activités séparément durant plus d'un siècle, les deux principales associations d'affaires de la seconde ville en importance du pays n'en forment désormais qu'une seule. Le Bureau de Commerce de Montréal (Board of Trade), à majorité anglophone, et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, essentiellement francophone, ont fusionné en une seule et vaste famille bilingue regroupant environ 4 500 entreprises.

Le Bureau de Commerce a été fondé en 1822, alors que la population de Montréal était encore majoritairement d'expression anglaise. Pour sa part, la Chambre de commerce a vu le jour en 1887, tandis qu'on assistait à l'essor d'un milieu d'affaires francophone.

La fusion a pris effet en juin dernier, à la suite de l'adoption d'un projet de loi privé qui obtint l'appui de tous les partis représentés au Parlement.

L'idée de fusion était dans l'air depuis déjà quelque temps. En 1966, une première tentative avait abouti à un désaccord sur les objectifs et les structures de l'organisme projeté. Mais cette fois fut la bonne, et toutes les divergences de vue ont été réglées dans l'harmonie. Après six mois de négociations, on vota unanimement la fusion le 23 mars dernier, et celle-ci devint réalité trois mois plus tard. Le nouveau regroupement entend notamment concentrer ses efforts sur des dossiers comme les taxes municipales et les déficits du transport en commun.





L'ESPACE LINGUISTIQUE d'une astronaute canadienne

Pierre Simard

JULIE PAYETTE, AVEC TROIS AUTRES CANADIENS, A ÉTÉ CHOISIE PARMIS 5 300 CANDIDATS POUR ÊTRE MEMBRE D'ÉQUIPAGE DE LA PROCHAINE NAVETTE SPATIALE FREEDOM.

Titulaire d'une maîtrise en sciences appliquées en génie informatique de l'université de Toronto, elle a travaillé à la Division de la recherche chez IBM à Zurich, en Suisse, et puis à Recherches Bell-Northern Limitée, à Montréal. Elle est

polyglotte, se passionne pour le piano, est flûtiste de concert, soliste soprano et choriste. De surcroît, elle est triathlète. *Langue et Société* l'a interviewée.

Vous parlez le français, l'anglais, l'italien, l'espagnol et l'allemand. Diriez-vous que le fait d'être polyglotte vous a aidée dans votre carrière ?

Julie : Parler plus d'une langue est un atout. Cela nous permet de communiquer avec des gens avec qui il serait difficile de le faire. On peut établir une relation avec des étrangers et lorsqu'on maîtrise leur langue, ça leur fait énormément plaisir.

La connaissance de la langue seconde constitue-t-elle une compétence technique complémentaire à un diplôme universitaire ?

Julie : Oui. Entre quelqu'un d'unilingue et quelqu'un de bilingue, les employeurs vont préférer la personne bilingue. Et si vous êtes non seulement bilingue, mais polyglotte, c'est quelque chose qui compte dans votre dossier.

Certains prétendent qu'avec l'anglais on peut se débrouiller partout dans le monde, alors pourquoi apprendrait-on une autre langue ?

Bien entendu, les deux associations avaient eu l'occasion de collaborer à maintes reprises avant cette date. En 1984, elles s'étaient par exemple opposées d'une même voix au plan de développement municipal du centre-ville de Montréal, puis en février 1992, elles déposèrent, conjointement avec le *Board of Trade of Metropolitan Toronto*, un mémoire devant le Comité Beaudoin-Dobbie (Comité mixte spécial sur le renouvellement du Canada).

Mais plus que de simple coopération, il s'agit aujourd'hui de mettre au premier plan d'une association unique l'harmonie entre les deux groupes linguistiques. La loi adoptée par le Parlement stipule ainsi que « la personne morale résultant de la fusion se sert, pour ses opérations et dans son fonctionnement, des langues officielles du Canada ». Il faut dire que chaque organisme avait déjà pris d'importantes dispositions en ce sens. Le Bureau de Commerce s'était déclaré bilingue dès 1973, tandis que la Chambre de commerce lançait en 1990 son propre programme quinquennal de bilinguisme.

En prévision de la première assemblée annuelle du 17 septembre prochain, on a mis l'accent au cours de l'été sur l'intégration du personnel et la coordination des publications. En septembre 1993, des élections permettront de choisir les 30 membres du conseil d'administration qui, répartis également

entre chaque association, éliront à leur tour leur président. Entre-temps, cette fonction est remplie par les coprésidents Luigi Liberatore et Jean Guibault, respectivement du Bureau du Commerce et de la Chambre de commerce, qui ont tous deux joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre de la fusion. Les vice-présidents administratifs sont Luc Lacharité et l'ancien président du Bureau, Alex Harper.

Tous les intéressés reconnaissent que la fusion constitue un défi majeur. Aux yeux d'Alex Harper, il s'agit de « tenir compte du passé de chaque organisme tout en préparant l'avenir », de manière à créer « une alliance stratégique qui profitera à tous les membres ». Cette opinion est partagée par Jean Guibault, qui déclarait le printemps dernier au quotidien *The Gazette* que « les Canadiens français ont acquis assez d'assurance et d'autonomie pour être parfaitement à l'aise parmi des anglophones ».

Au moment d'écrire ces lignes, le nouvel organisme cherchait toujours le meilleur endroit où installer de nouveaux bureaux plus vastes. On a prévu d'y installer un mécanisme de traduction simultanée, mais Alex Harper croit que ce système servira assez peu compte tenu du bilinguisme qui caractérise déjà les milieux d'affaires montréalais. ■

(Traduit de l'anglais)

Julie : Ce n'est pas du tout vrai. C'est parfois ardu et très compliqué de se faire comprendre même en anglais. Selon mon expérience, apprendre une deuxième langue facilite non seulement la communication, mais nous permet d'élargir nos horizons et rapporte beaucoup. Même si on ne peut l'utiliser tous les jours, il se présentera certainement une occasion où cette connaissance sera utile.

Comment les étrangers nous perçoivent-ils sur le plan linguistique et comme peuple ?

Julie : Les Européens de langue française sont au courant de l'existence du français au Canada, mais certains autres, et les habitants de pays encore plus éloignés, n'ont aucune connaissance du fait français au Canada. La réputation canadienne à l'étranger est excellente. On nous perçoit comme un pays neutre qui ne s'ingère pas dans les affaires des autres. Les Canadiens sont moins flamboyants que d'autres touristes. Lorsqu'ils voyagent, ils donnent l'impression de gens paisibles et tranquilles, ce qui leur vaut beaucoup de sympathie.

Les jeunes sont-ils sensibilisés à l'importance de l'apprentissage des langues ?

Julie : Je n'en suis pas sûre. Je crois qu'au Canada les jeunes sont plus sensibilisés à la question linguistique que les jeunes qui vivent dans des pays unilingues. Comme il y a deux langues ici, tout le monde en est conscient. Par ailleurs, parce que nous habitons un vaste pays et que la langue parlée par la majorité, l'anglais, est la langue la plus parlée dans le monde occidental, nous sommes dans une position de force. Ce n'est que lorsqu'on est confronté à d'autres cultures et à des gens unilingues parlant des langues autres que le français et l'anglais qu'on s'aperçoit de la nécessité d'ouvrir de nouveaux canaux de communication.

Que dites-vous aux jeunes Canadiens ?

Julie : Apprendre des langues, ce n'est pas facile. Il faut y mettre beaucoup d'effort. L'immersion est donc une bonne façon d'apprendre parce qu'elle permet de vivre temporairement dans un milieu naturel qui rend possible la découverte de l'autre culture. Il est très utile de voyager pour établir les fondations de la langue. J'ai appris les langues dans la rue lors de voyages et j'ai continué par la suite de les étudier de façon plus formelle. Une fois que la langue est bien apprise, elle subsiste et lorsqu'on retourne dans un milieu où on peut la pratiquer, elle revient. ■

DES EFFORTS BIEN RÉCOMPENSÉS

Lyne Ducharme

APPRENDRE UNE LANGUE, C'EST UNE CHOSE; LA METTRE EN PRATIQUE DANS UN CADRE NATUREL EN EST UNE AUTRE.



C'est avec enthousiasme que Sarah Peterson, jeune étudiante de neuvième année au programme d'immersion française à l'école secondaire Stratford d'Edmonton (Alberta), a accepté de servir d'interprète à son père. Celui-ci était le photographe officiel du président des Jeux para-olympiques d'Albertville, qui se sont déroulés du 25 au 30 mars dernier. Quelle chance ! Cette jeune fille de 15 ans n'aurait sûrement jamais cru que ses connaissances linguistiques l'amèneraient à vivre une expérience aussi enrichissante.

Sarah avait pour tâche notamment de faciliter la communication entre son père et les représentants des médias au cours des diverses activités sportives. Même si elle a trouvé une différence entre le français parlé en France et celui qu'elle apprend à l'école, Sarah dit ne pas avoir éprouvé de difficultés à communiquer.

Les Jeux para-olympiques se tiennent habituellement après les jeux réguliers. Une vingtaine de pays ont participé à ceux de 1992. Même si l'anglais était la langue la plus communément utilisée, Sarah reconnaît que le fait de pouvoir s'exprimer en français lui a permis de parler à un plus grand nombre de personnes et de rencontrer des gens d'un peu partout dans le monde. En outre, Sarah n'a senti aucune barrière raciale entre les participants d'origines variées. Elle tient cependant à préciser qu'ils se distinguent des athlètes des Jeux réguliers car leur premier objectif

est de s'amuser et de rencontrer des athlètes en provenance d'autres pays. Bien sûr, l'envie de gagner une médaille d'or leur tient à cœur, mais ils souhaitent avant tout établir de nouveaux liens d'amitié.

De l'avis des personnes qu'elle a rencontrées à Albertville, les Canadiens sont privilégiés d'avoir deux langues officielles et de pouvoir apprendre le français et l'anglais dès leur très jeune âge. Ils doivent en être fiers. Aux yeux des étrangers, le Canada est une merveilleuse terre d'accueil pour les immigrants. Ils envient notre caractère multiculturel. Par contre, il y a de fausses impressions qui circulent. Ainsi, parce que Sarah parle français, on croit automatiquement qu'elle vient du Québec. On s'inquiète beaucoup de l'avenir du Québec au sein du Canada. Pourquoi le Québec voudrait-il se séparer ? Ils entendent toutes sortes de choses sur la situation du Canada et sur le fait que si le Québec se sépare le reste du pays deviendra peut-être un autre État américain.

Lorsque nous avons demandé à Sarah de nous faire part d'un message qu'elle aimerait communiquer à ses concitoyens du Canada, elle nous a répondu : « Apprendre une langue seconde c'est merveilleux. Je me sens privilégiée de connaître une autre langue et de pouvoir bénéficier de tous les avantages liés à la connaissance des langues. »

On ne peut jamais surestimer la valeur des échanges culturels. ■

La première école secondaire d'immersion totale au Canada, le Collège Béliveau à Saint-Boniface (Manitoba), a célébré au printemps dernier ses dix ans d'existence. Au début, le nombre d'élèves de la septième à la neuvième année inscrits au programme d'immersion s'élevait à 108. Aujourd'hui, on en compte plus de 500.

L'IMMERSION ET LES AFFAIRES

Lyne Ducharme

Monsieur Robert Kent, président du comité de parents, et M. Jody Langhan, diplômé du Collège en 1987 et bachelier en commerce de l'université du Manitoba, ont tenu à souligner l'atout que peut représenter la connaissance d'une deuxième langue dans le milieu des affaires, particulièrement en cette période de mondialisation des marchés.

Nous vous présentons ici des extraits de ces deux allocutions prononcées à la cérémonie de lancement de la Semaine de la décennie du Collège Béliveau.

M. ROBERT KENT

« Aujourd'hui, en 1992, [...] il est d'autant plus important d'apprendre une autre langue et de vivre dans plus d'une langue. [...] beaucoup de gens se rendent compte que la sécurité économique et la prospérité du Canada [...] exigent que nous ayons une vision internationale.

« [...] Les postes que vous occupez seront fort probablement liés au commerce international, aux communications internationales et à la collaboration internationale. Et le fait que vous puissiez fonctionner dans deux langues et même trois dans

certains cas représente un avantage économique sans pareil [...]. »

M. JODY LANGHAN

« [...] c'est tout récemment que je me suis rendu compte de la vraie valeur d'une éducation en immersion.

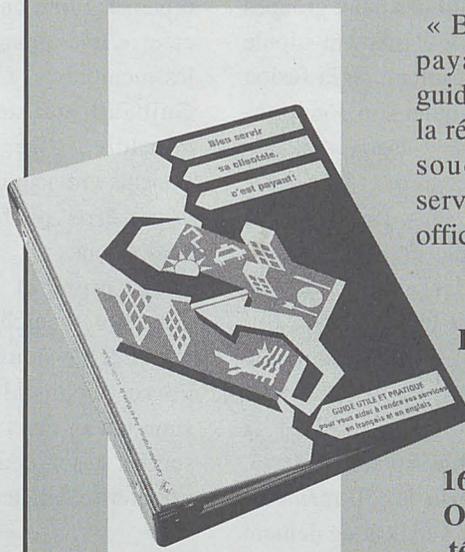
« [...] Il y a de grands avantages à pouvoir parler les deux langues officielles du Canada. Et en tant que



jeune diplômé en commerce, [...] j'ai vite compris que pour obtenir un emploi, dans le contexte économique actuel, [...] la connaissance d'une langue seconde est un véritable atout. Si j'ai un emploi aujourd'hui, c'est en partie grâce au fait que je parle français.

[...] Le fait de pouvoir parler les deux langues officielles du Canada vous donne à tous un peu plus de marge de manœuvre. [...] ■

POUR BRASSER DES AFFAIRES



« Bien servir sa clientèle, c'est payant ! », c'est le titre d'un guide destiné aux entreprises de la région de la capitale nationale soucieuses de fournir leurs services dans les deux langues officielles.

On peut se le procurer en communiquant avec **Luc Bégin, gestionnaire, Services à la capitale, Commission de la capitale nationale, 161, avenue Laurier ouest, Ottawa, Canada K1P 6J6; téléphone (613) 239-5506.**

LE CANADA, MALGRÉ TOUTE L'IMPORTANCE QUE PEUT AVOIR UNE CONSTITUTION, UNE CHARTE OU UN ACCORD, N'EST PAS UN DOCUMENT. LE CANADA, C'EST DES ÊTRES HUMAINS.

La dimension humaine des relations entre majorités et minorités

Les êtres humains ont tendance à être plus à l'aise dans un milieu homogène qu'en contact avec une diversité évidente. En général, les pays qui ont essayé d'harmoniser leurs diversités n'ont pas réussi, et ne réussissent pas de nos jours, très bien.

Au Canada, toutefois, nous avons voulu démontrer que c'est possible. Nous vivons, en conséquence, avec certaines tensions — mais pour la plupart nous aimons notre pays et en sommes fiers.

Ces tensions se trouvent intensifiées par un fait fondamental, une réalité humaine difficile : à un degré important, nous ne nous connaissons pas les uns les autres.

Ceux d'entre nous dont les racines sont vieilles d'au plus quatre siècles savent en général fort peu au sujet de nos frères et sœurs autochtones. Les gens qui habitent une région ont probablement un sens général des positions politiques prises au nom de ceux qui résident dans un autre coin du pays, mais ne sont pas au courant des perceptions historiques ou de la pensée humaine de ces derniers. Nous qui travaillons à Ottawa ne faisons pas toujours assez d'efforts pour capter le point de vue des êtres humains des diverses régions. Francophones et anglophones, ayant dans beaucoup de cas une barrière additionnelle à la communication, ont souvent de la difficulté les uns à comprendre ce que cherchent les autres, et pourquoi.

L'immensité géographique du pays, et les variations marquées de la distribution linguistique de sa population, contribuent à nous empêcher de nous connaître, surtout en tant qu'êtres humains.

Les gouvernements ont donc des responsabilités spéciales en ce qui concerne la promotion de bonnes relations humaines, de notre coexistence harmonieuse.

Les gouvernements doivent représenter ce qu'il y a de mieux dans la nature humaine. Ils doivent éviter et résister toute expression d'antipathie, notamment par rapport aux différences religieuses, linguistiques, ethniques ou culturelles.

Je suis malheureux de constater, en parcourant le pays, l'ampleur et l'intensité du négativisme engendré par nos différences et notamment par notre dualité linguistique. Je sais que ce manque de générosité (et, dans certains cas, ce mépris) ne constitue pas une attitude majoritaire; mais l'importance de la minorité m'inquiète.

Ce n'est pas sur une base de mépris que l'on peut bâtir un pays, une fédération ou un marché commun. L'intolérance ne crée pas de liens entre êtres humains. Si nous sommes bien disposés les uns à l'endroit des autres, et je suis convaincu que c'est le cas de la très grande majorité, nous devons façonner notre avenir dans un esprit de générosité.

Nous devons donc essayer de nous comprendre mutuellement. Les Québécois doivent faire l'effort de comprendre pourquoi les gens de l'Ouest — je ne parle pas de gouvernements, mais d'êtres humains — sont si préoccupés par la structure et la fonction du Sénat, par exemple. Les Canadiens d'expression anglaise doivent faire l'effort de comprendre pourquoi les Québécois francophones — je ne parle pas de formations politiques, mais d'êtres humains — sont si intensément préoccupés par le caractère distinct de leur société et par l'avenir de leur langue.

Chaque communauté, qu'elle soit majoritaire ou minoritaire (mais une minorité a nécessairement des soucis particuliers), a le désir légitime de maintenir sa vitalité, de soutenir ses institutions, de retenir et d'éduquer sa jeunesse, et de s'épanouir — ou à tout le moins de ne pas se flétrir.

De telles aspirations légitimes ne se marchent pas. Les majorités ne doivent pas se perdre dans leurs préoccupations pour leurs propres objectifs légitimes à un point tel qu'elles ne tiennent pas compte de la situation plus fragile de leur minorité linguistique. On peut être généreux sans diminuer sa propre force.

Si nous sommes pour rester ensemble, c'est ensemble que nous devons évoluer. Nous devons donc laisser à nos minorités un potentiel de croissance. Les taux de natalité demeurant très bas, nous devons permettre du recrutement, et nous devons être justes en ce qui concerne l'accès à l'école et à la gestion scolaire. Si nous sommes pour évoluer ensemble, nous ne devons pas nous limiter à la protection des droits existants; nous ne devons pas verrouiller la porte de l'avenir de nos minorités.

J'ai l'impression, malgré le négativisme et le mépris auxquels j'ai fait allusion ci-haut, que les êtres humains qui sont les citoyens et citoyennes de ce pays sont en forte majorité généreux d'esprit, surtout lorsqu'ils comprennent les enjeux et leurs impacts humains. Ils voudraient sûrement que leurs gouvernements manifestent cette générosité en leur nom.

Je suis préoccupé par le fait que les communautés linguistiques minoritaires, à l'endroit desquelles j'ai une responsabilité particulière, sont en désaccord avec la formulation de textes constitutionnels qui les concernent. J'incite les intéressés à les écouter avec soin et considération, avec une attitude constructive et un esprit de générosité.

Je suis emprunte à un organisme hautement respecté, avec lequel j'ai travaillé durant de nombreuses années dans un contexte œcuménique, une devise qui pourrait nous inspirer tous : « La personne humaine avant toute chose. » ■

Victor C. Golbloom

COUP D'ŒIL SUR LA FACE CACHÉE DE LA LUNE

À la découverte de la littérature nationale

Jane Brierly



Les gens ont souvent tendance à demander la lune, mais rares sont ceux, à l'exception des astrophysiciens et des poètes du bizarre, qui s'intéressent au versant sombre de ce lumineux satellite. Autrement dit, nous convoitons volontiers ce qui nous est familier, mais hésitons à explorer l'inconnu.

Il n'y a pas si longtemps, les deux principales communautés du pays lisaient très peu d'œuvres littéraires en provenance de l'« autre côté ». Ce n'est en effet qu'à partir des années 1960 que la plupart des Canadiens ont pris conscience de la vitalité d'une littérature proprement nationale, en dehors des usuels L.M. Montgomery et Mazo de la

Roche. Depuis une trentaine d'années, l'essor des maisons d'édition canadiennes a cependant contribué à modifier nos habitudes. Les lecteurs peuvent désormais faire leur choix parmi des œuvres de tous genres : romans et poésie, biographies, ouvrages sur un ensemble de questions historiques et sociales touchant nos diverses cultures, ou sérieux essais sur des problèmes d'intérêt universel.

Un grand nombre de lecteurs doivent compter sur les traductions pour découvrir la face cachée de notre littérature. Depuis que le Conseil des arts a créé au début des années 1970 un programme de subventions à la traduction en

français et en anglais d'ouvrages canadiens, l'art de la traduction littéraire a conquis ses lettres de noblesse auprès des éditeurs à l'affût de découvertes.

Or aux yeux du profane, la question reste de savoir pourquoi certains livres sont traduits plutôt que d'autres. Il m'arrive de devoir expliquer à des amis que la traduction littéraire n'est pas une chaîne de montage au bout de laquelle sortent systématiquement traduits tous les ouvrages qui s'écrivent.

Les meilleurs projets de traduction sont le résultat d'une entente entre un éditeur et un traducteur, motivée par des critères aussi bien financiers qu'artistiques. Il arrive aussi que le sujet exerce sur les intéressés une réelle fascination, ou que le traducteur se sente une affinité littéraire avec l'auteur. C'est ce qui explique qu'un grand romancier canadien comme Matt Cohen, par ailleurs mordu de hockey, traduise les récits kafkaïens d'un Gaétan Brulotte et aussi la biographie du légendaire Guy Lafleur.

La traduction littéraire n'a pas seulement permis aux Canadiens de mieux connaître leurs propres auteurs, elle a stimulé l'intérêt pour

notre littérature hors de nos frontières. Nos écrivains francophones se sont par exemple taillé une petite place sur le marché américain, de plus en plus curieux de nos différentes expressions littéraires. D'autre part, certaines traductions françaises sont éditées en collaboration avec des maisons européennes en vue d'atteindre des clientèles plus nombreuses.

Une bonne traduction possède une valeur littéraire en propre. Et malgré la modestie de l'aide financière qu'ils reçoivent, nos éditeurs et traducteurs s'attaquent de plus en plus à des œuvres de poids, de pays et de cultures variés. Par exemple, le prix John Glassco (décerné chaque année par l'Association des traducteurs et traductrices littéraires du Canada à une première traduction littéraire) a été remis cette année au Montréalais Bruno Guévin pour un roman de Mark Twain. Il s'agissait donc de l'œuvre d'un auteur américain classique, traduite pour la première fois en français et publiée ici même au Canada.

N'est-ce pas ce qui s'appelle explorer la face cachée de la lune ? ■

(Traduit de l'anglais)

Naissance d'une tradition

Tom Sloan



Elie Thimot n'est pas tout à fait un anglophone typique. C'est un Acadien de la Nouvelle-Écosse. Pourtant, le voici par un beau matin de printemps parmi un groupe d'anglophones qui se sont portés volontaires pour servir le « brunch » du dimanche à 150 de leurs voisins francophones.

La scène se passe à Gloucester, dans la banlieue est d'Ottawa, où une importante communauté franco-ontarienne vit, travaille et s'amuse parmi une majorité d'anglophones et où, si l'on peut dire, certains fréquentent la même église.

Il s'agit de l'église Annonciation du Seigneur/Annunciation of the Lord.

Depuis le début, toutes les activités de l'église se déroulent dans les deux langues pour mieux servir les 1 400 familles de la paroisse, dont environ 45 p. 100 ont le français pour première langue officielle et 55 p. 100 l'anglais. En ce dimanche,

on célèbre quatre offices, deux dans chaque langue. Les jours de semaine, tous les offices sont bilingues.

Tandis qu'un office en français se termine en ce dimanche matin, quelque 150 hommes, femmes et enfants font la queue dans la petite salle paroissiale où ils sont accueillis sur un air de violon pour y déguster un somptueux buffet qui occupe toute la longueur d'un mur.

Derrière le buffet, la longue silhouette surmontée d'une toque de chef qui s'affaire à couper en tranches un énorme jambon est celle de monseigneur Peter Schonenbach.

Monseigneur Schonenbach explique comment est née cette tradition du « brunch ». Au début, c'était une question purement pratique. Il y a cinq ans, une petite crise éclatait au sujet de la traditionnelle « Francofête » du printemps, plusieurs trouvant injuste que ceux qui avaient

durement travaillé à l'organisation de l'événement aient aussi à assurer son déroulement. « Nous ne voulions pas vraiment faire appel à un traiteur, aussi avons-nous demandé des volontaires parmi nos paroissiens anglophones. » La réponse fut immédiate et très positive; une tradition venait de naître. En mai, les anglophones régalaient les francophones et, un dimanche du mois d'octobre, les paroissiens de langue anglaise sont, à leur tour, les invités du festin.

Tous les participants affichent un grand enthousiasme. « Cela m'amuse vraiment », dit l'Acadien anglo-francophone Elie Thimot. Pour Bill Stevenson, qui a bénéficié de l'hospitalité francophone en octobre dernier, « c'est une très bonne idée qui favorise les échanges ». Il admet que son français n'est pas parfait, « mais suffisant pour que je puisse me débrouiller et répondre à des questions ».

Chacun trouve son profit dans ce genre d'activité, affirme monseigneur Schonenbach. « Cela permet aux deux groupes de rester eux-mêmes » tout en leur apprenant à mieux se connaître.

Martin Dionne et sa femme, qui finissent de manger, ne pourraient pas être plus d'accord. Ils ont invité leur fille, son mari et leurs deux enfants qui habitent Wakefield, au Québec, à se joindre à eux ce dimanche matin. « Il y a vraiment une bonne ambiance », dit Martin Dionne, qui résume ainsi l'état des relations entre les paroissiens francophones et anglophones.

Mais quand ces paroissiens sont-ils réellement amenés à s'asseoir ensemble ? Pendant les offices de la semaine, bien sûr, mais de plus en plus lors d'activités sociales bilingues, dit monseigneur Schonenbach. Quand la rénovation et l'agrandissement de la salle paroissiale seront terminés, il y aura place pour un plus large éventail d'activités dont beaucoup, compte tenu de la composition de la paroisse, auront un caractère bilingue.

En attendant, le « brunch » remporte un succès fou. Juste à la sortie de la salle, se trouvent deux pancartes qui disent peut-être tout ce qui mérite d'être dit en la circonstance. Sur la première, on a écrit à la main « Good Neighbours, bons voisins », sur la seconde « La paroisse en fête ». ■

(Traduit de l'anglais)

Deux circuits, une même longueur d'onde

Tom Sloan



Les chanteurs Lennie Gallant et Charlotte Diamond vivent dans des régions opposées du Canada. Ils ont peut-être des styles musicaux très différents, mais ils ont un point en commun : tous deux se produisent en français comme en anglais et partagent les mêmes sentiments sur leur pays.

L'auteur et interprète Charlotte Diamond vit à Vancouver et se spécialise dans la chanson pour enfants. Anglophone et francophile, elle a enseigné le français et a séjourné un été dans la ville de Québec pour y parfaire sa connaissance de la langue française. Depuis lors, elle s'est elle-même désignée ambassadrice de l'unité canadienne.

Charlotte Diamond a enregistré un premier album tout en français et ne manque jamais d'inclure dans ses concerts plusieurs chansons en cette langue. En tournée dans le centre du

pays au printemps dernier, elle a entre autres profité de l'occasion pour expliquer que « les Canadiens de l'Ouest ne se moquent nullement du Québec ». C'est d'ailleurs dans une école de Montréal qu'elle a présenté pour la première fois un concert entièrement en français.

Bien que son accent en français garde quelques traces de ses origines, Charlotte Diamond se dit ravie de chanter dans cette langue : « C'est pour moi un grand plaisir. J'aime la musicalité et le rythme du français, la passion qui s'en dégage. »

Lennie Gallant est quant à lui originaire de Rustico, un minuscule village de la rive nord de l'Île-du-Prince-Édouard. Acadien, ses grands-parents étaient d'expression française, mais il a été élevé en anglais. C'est pour préserver son héritage linguistique qu'il s'est remis à l'étude du français. Ce fut



LE COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES A ACCUEILLI 6 500 VISITEURS À SON STAND LORS DE LA 41^E EXPOSITION DU « NATIONAL HOME SHOW » À TORONTO, DU 10 AU 13 AVRIL 1992.

long mais aujourd'hui, à 36 ans, Lennie Gallant est bilingue et peut écrire et chanter dans les deux langues. Il écrit même deux versions de certaines de ses chansons.

L'hiver dernier, une tournée l'a mené aussi loin que Winnipeg, où il s'est produit devant des auditoires des deux langues au cours d'un programme mettant en vedette le populaire groupe de folk-rock de cette ville, les Crash Test Dummies.

Une des chansons les plus appréciées de chaque auditoire est la pièce intitulée « Destination », qui traite des rapports entre les deux communautés de langue officielle du pays. Elle avait été écrite pendant un voyage en train le long du fleuve

Saint-Laurent. Depuis la rive opposée, la ville de Québec offrait un magnifique spectacle : « Vue sous cet angle, elle avait un caractère distinct, c'est indéniable », affirme Lennie.

Les deux artistes s'adressent à des auditoires très différents et leurs intérêts débordent le cadre des questions nationales et linguistiques, mais chacun croit fermement en l'avenir du Canada, un avenir à construire en rapprochant les groupes linguistiques du pays, un exercice de compréhension qui n'exclut pas le plaisir. Charlotte Diamond et Lennie Gallant s'y emploient en empruntant des circuits différents, tout en restant sur la même longueur d'onde. ■

(Traduit de l'anglais)